

Public, privé, face aux attaques du gouvernement,

TOU-TES EN GRÈVE

LE 9 OCTOBRE !

« Le coût du travail est exorbitant », « les services publics sont un poids pour la croissance », « on dépense un pognon de dingue en aides sociales », « on ne peut pas s'occuper de toute la misère du monde »...

Ces quelques phrases, ce sont une petite partie des expressions qu'emploient les tenants du credo libéral, gouvernement en tête. La politique économique et antisociale en œuvre n'aboutit qu'à ce simple constat : c'est une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs de toutes et tous

La solidarité collective attaquée

En débutant son quinquennat avec la réduction des APL et avec une réforme du code du travail qui a largement rogné les droits des salarié-es, Macron s'était attaqué d'emblée aux jeunes et aux actifs. En annonçant plus récemment le gel des prestations sociales, c'est à l'ensemble des plus démunis-es et des plus précaires qu'il s'en prend aujourd'hui. Le gouvernement maintient son rythme frénétique de réformes, toutes plus injustes les unes que les autres : réforme des retraites, réforme de l'assurance chômage plus dure encore pour les demandeurs-ses d'emplois, réforme du système de santé alors que l'hôpital public est au plus mal, réforme de la fonction publique avec CAP 2022. L'ensemble constitue une attaque majeure contre les principes de solidarité collective et de justice sociale.

Une précarisation générale de la société

Le gouvernement tient le discours de l'égalité mais c'est une précarisation générale de la société qui se met en place. Derrière l'obsession de la réduction des dépenses publiques, c'est surtout une politique qui favorise les plus riches auxquels il a concédé la suppression de l'ISF et le secret des affaires. Macron a choisi son camp... et ça n'est pas le notre !

La journée de mobilisation du mardi 9 octobre 2018 est l'occasion pour nous de faire entendre une autre voix. Une jour-

née qui doit donner jour à des mobilisations et des luttes plus vastes. Les travailleurs-ses de l'éducation doivent être partie prenante de cette journée. D'une part parce que le système éducatif est largement concerné par les réformes à venir, notamment CAP 2022 qui représente un risque pour le devenir de l'école publique, du service public d'éducation et de nos conditions de travail. D'autre part parce que les réformes en son sein en feront l'antichambre de la société libérale dont rêvent nos gouvernants et les entreprises.

Nous ne voulons pas de cette société là !

Contre la casse des services publics et pour des politiques sociales garantissant les besoins de chacun ;

Contre les risques qui pèsent sur les droits des salarié-es et demandeurs-ses d'emploi en matière d'assurance chômage et pour une amélioration des conditions de vie et de travail ;

Contre la remise en cause du système de retraites par répartition ;

Contre les logiques de privatisation et d'individualisation et pour des droits collectifs et une solidarité étendus ;

Actifs-ves, retraité-es, chômeurs-ses, étudiant-es,

Mobilisons-nous !

Et dans l'éducation ?

Le gouvernement envisage la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. Il compte les supprimer dans la santé, dans les services des impôts... mais aussi bien sûr dans l'éducation nationale. Le nombre de postes aux concours est en chute libre. Les réformes du lycée professionnel conduiront à la suppression de nombreux enseignements de spécialité, aboutissant à 7 000 suppressions de postes.

Au lycée, la mutualisation des enseignements, les projets de visio-conférence pour les options et la semestrialisation des cours projetée aboutira à de nombreuses suppressions de postes. Les annonces ne se sont pas faites attendre : 2 650 postes seront supprimés en 2019.



Dégradation des conditions de travail

Le dédoublement des classes en CP et CE1 en REP, les effectifs actuels ne le permettent pas. Nos conditions de travail, qui n'ont déjà rien de brillant, seront amenées à se dégrader encore dans une période de hausse démographique.

Et le gouvernement s'apprête à essayer de dissoudre les commissions paritaires et surtout les CHSCT !

Une université du tri social

Dans les universités, Parcoursup s'est donné à voir pour ce qu'il est : une machine à broyer les étudiant-e-s, en particulier des classes populaires. Avec Parcoursup, qui a réussi l'exploit d'être moins efficace encore qu'APB, les mécanismes de ségrégation sociale ont joué à plein. Le projet politique est clair : empêcher les classes populaires d'entrer à l'université.

Un gouvernement qui s'attaque aux fonctionnaires

Nos salaires stagnent depuis plusieurs années malgré le retour de l'inflation. Les augmentations de salaires promises par le gouvernement précédent en échange d'une acceptation par certaines organisations syndicales du PPCR ont été renvoyées aux calendes grecques.

La seule réponse du gouvernement à la revendication d'une augmentation générale des salaires consiste à individualiser encore davantage les rémunérations en visant à faire du « mérite » un facteur déterminant dans le cadre du plan « Action publique 2022 ».

Un gouvernement qui privatise le service public ferroviaire, qui organise la faillite des universités, détruit les hôpitaux, bref : qui s'attaque à tous les services publics, est un gouvernement qui s'en prend à tous les mécanismes de solidarité.

Précarité au programme

Alors que près d'un personnel sur cinq est contractuel dans les trois fonctions publiques, cette proportion est d'un personnel sur quatre dans l'Éducation nationale, conséquence logique du refus d'ouvrir des postes au concours. Ces contrats sont bien souvent d'une durée inférieure à l'année scolaire, ce qui plonge les collègues dans la plus grande précarité.

À travers les recrutements d'AESH uniquement en CDI et sans concours, le ministère expérimente à grande échelle des dispositifs de destruction du statut de fonctionnaire.